

réalisable, et je pense que les découvertes allemandes les inquiétaient fort. Je dirai, cependant, que les premiers travaux en ce domaine avaient un caractère défensif. Les Allemands avaient découvert la fission et, lors de la conquête de la Norvège, la seule usine d'eau lourde en existence leur appartenait; ils avaient tout de leur côté. Au début, l'appréhension a certainement été l'un des mobiles auxquels ont obéi nos savants. Auparavant, l'énergie atomique ne nous intéressait que de loin; tout de même, nous prêtions l'oreille aux rumeurs qui circulaient et nous avons poursuivi certaines expériences.

En 1942, les physiciens en énergie nucléaire d'outre-Atlantique et d'ici avaient, pour la plupart, conclu que les chances de succès étaient meilleures que jamais, ce qui imprima un essor considérable aux travaux en cours. Depuis lors, le graphique d'activité dans le domaine de l'énergie atomique accuse une courbe ascendante dont le point de départ est assez indéterminé. L'évolution, qui a été graduelle, n'est pas marquée de jalons importants. Certaines décisions prises ont eu pour résultat d'intensifier l'activité, mais, en somme, les progrès accomplis sont le fait d'un processus graduel.

En 1942, la mission Akers traversa l'Atlantique en vue d'étudier la situation avec les spécialistes de notre continent et d'aviser aux mesures à prendre. Les autorités de la mission me parlèrent officieusement, à l'époque,—vu que l'Angleterre était alors sous le feu des bombardements et que ses industries étaient entièrement vouées à l'effort de guerre,—d'établir un laboratoire commun au Canada. C'était bien avant que les réacteurs eussent atteint le stade des plans. Après des pourparlers de quelques mois, nous avons pressenti le Gouvernement par l'entremise de M. Howe, ministre des Munitions et des Approvisionnements. M. Malcolm MacDonald, qui représentait le gouvernement du Royaume-Uni, et M. Howe conférèrent ensemble et décidèrent de recommander l'établissement d'un laboratoire coopératif. Le Canada se devait de ne pas rester à l'écart et en conséquence, une entente conclue le 26 septembre autorisa l'aménagement d'un laboratoire collectif que dirigerait le Conseil national de recherches. C'est à partir de ce moment qu'en qualité de président du Conseil de recherches j'ai assumé la direction de ce laboratoire, dont le personnel devait être recruté en Angleterre et au Canada. L'Angleterre nous envoya une équipe de techniciens de Cambridge. Ceux-ci avaient alors un peu plus d'expérience que les nôtres, mais, éventuellement, nous avons considérablement augmenté le personnel canadien du laboratoire.

Celui-ci a été mis en service vers la fin de 1942 ou au début de 1943. Les pourparlers en vue d'obtenir des locaux avaient commencé en septembre. Finalement, nous nous sommes arrangés avec l'Université de Montréal pour utiliser un laboratoire dans ses édifices. Vous vous rappelez que l'Université avait de grands édifices encore partiellement inoccupés. Nous estimons avoir fait une bonne affaire parce que nous savions qu'il nous faudrait déménager tôt ou tard. L'aménagement d'un laboratoire qu'il aurait fallu démanteler l'année suivante peut-être, nous paraissait une dépense inutile. En nous servant des locaux disponibles à l'Université de Montréal, nous avons été en mesure de réaliser des aménagements qui nous ont été utiles par la suite. Nous avons donc convenu du loyer, qui s'est trouvé compensé par l'économie dont je viens de parler. Ce fut une excellente affaire pour tous les intéressés. L'Université de Montréal s'est montrée très coulante et nous n'avons rien perdu du placement que nous avons fait dans ce laboratoire temporaire.

Dans l'intervalle, les travaux de recherches se poursuivaient aux États-Unis et en Angleterre. La première réaction en chaîne a été obtenue à Chicago